

Pauvreté et perte de la biodiversité

Partage international n° 213 - Mai 2006

Certains militants, délégués, écologistes, dirigeants politiques et représentants indigènes ont semblé abattus, irrités et désappointés au sortir de la 8^e Conférence des parties à la convention sur la diversité biologique (COP8), qui s'est tenue à Curitiba (Brésil), en mars 2006.

Aucune mesure majeure pratique n'a été prise, aucun traité capable d'assurer à l'avenir le maintien de la biodiversité n'a été voté, les peuples indigènes n'ont pratiquement pas eu accès aux débats, et toutes les réalisations semblaient dérisoires au regard de la perte rapide des particularités dans le monde. L'une des voix les plus fortes à se faire entendre a été celle de M. Lula Da Silva, président du Brésil : *« Nous sommes inquiets de la réduction des budgets du développement, a-t-il déclaré à cette tribune. La biodiversité est le plus grand trésor de notre planète. Tout ce qui est contraire à sa préservation et à un partage équitable des bénéfices est à rejeter. Il est temps d'agir. Il est temps de changer. »* Puis il a insisté sur le lien entre le consumérisme inadmissible de l'Occident et l'exploitation des ressources du monde, deux facteurs qui à eux seuls maintiennent un niveau alarmant de pauvreté. Le président brésilien a également insisté sur le fossé entre riches et pauvres qui continue de se creuser : *« En 1980, les riches avaient 30 fois plus de biens que les pauvres, a-t-il déclaré, alors qu'en 2006 ce taux a presque doublé. »*

Le président Lula a ajouté que le fait que les pays occidentaux industrialisés aient opté pour un type de modèle économique basé sur la croissance a exclu les notions et pratiques du « partage collectif des ressources » tandis que la recherche du profit néglige le problème de la destruction de l'environnement causée par la surproduction.

Le débat de Curitiba a eu lieu sur la toile de fond d'une Convention des Nations unies sur la biodiversité qui avait déjà posé des objectifs à atteindre vers 2010.

Les conditions sont : accès juste aux ressources génétiques, partage équitable des « bénéfices de

l'écosystème », et un financement soutenu pour faciliter le transfert du savoir-faire technologique aux pays en voie de développement.

Un autre thème abordé par le président Lula Da Silva est celui des « graines-suicide ». Des termes tels que « graines-suicide » et « technologie Terminator » font ressurgir les images d'un type désagréable de science-fiction. Ils sont hélas réels et destructeurs. La technologie « Terminator » se réfère à des organismes génétiquement modifiés pour que les plantes ne puissent germer une deuxième fois - d'où le terme de « graines-suicide ». Il s'agit là d'une extension de la notion de péremption, conçue maintenant comme un principe de base des économies de marché modernes. La différence est que, si une machine à laver a une courte durée de vie, cela peut représenter des frais pour le particulier, mais ce n'est pas pour lui une question de vie et de mort. Les « graines-suicide » ne sont pas autodestructrices mais elles ont un effet destructeur sur l'agriculture, le niveau de vie et l'équilibre durable de communautés entières, et, diront certains, cela peut jouer sur des économies régionales et même nationales.

A la conférence de Curitiba, une mini-victoire a été remportée par les peuples indigènes et les écologistes quand un groupe de travail a voté en faveur du maintien de l'interdiction d'essais de la technologie « Terminator », et ce malgré une forte opposition de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et du Canada. *« Tout ce qui menace la vie est inacceptable »*, a déclaré le président Lula, à propos de l'interdiction de tester les graines dites « suicide ».

Sources : Inter Press Service

Thématiques : [Société](#), [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Les priorités de Maitreya](#) (« Pour aider les hommes dans leur tâche, Maitreya, l'Instructeur mondial, a formulé certaines priorités. Assurer à tous un approvisionnement correct en nourriture ; procurer à tous un logement convenable ; fournir à tous soins médicaux et éducation, désormais reconnus comme un droit universel. » Le Maître de Benjamin Creme, Partage international, janvier 1989. Dans cette rubrique, notre rédaction aborde les questions relatives aux priorités énoncées par Maitreya et présente des expériences orientées dans

cette direction.)